

No. 25680

FRANCE
and
LUXEMBOURG

Exchange of notes constituting an agreement concerning the execution of improvement works on the River Gander at Mondorff (France) and at Mondorf-les-Bains (Luxembourg). Paris, 3 and 23 June 1986

Authentic text: French.

Registered by France on 23 February 1988.

FRANCE
et
LUXEMBOURG

Échange de notes constituant un accord portant sur la réalisation de travaux de régularisation de la rivière Gander à Mondorff (France) et à Mondorf-les-Bains (Luxembourg). Paris, 3 et 23 juin 1986

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 février 1988.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LA FRANCE ET LE LUXEMBOURG PORTANT SUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉGULARISATION DE LA RIVIÈRE GANDER À MONDORFF (FRANCE) ET À MONDORF-LES-BAINS (LUXEMBOURG)

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 3 juin 1986

Le Ministère des Affaires Étrangères présente ses compliments à l'Ambassade du Luxembourg et a l'honneur de lui faire savoir que le gouvernement français a pris connaissance de la convention conclue entre la Direction Départementale de l'Agriculture de la Moselle et l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture — Division du Génie Rural de Grévenmacher au Luxembourg — relative au projet de redressement et de régularisation de la rivière Gander à Mondorff (France) et à Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

Cette convention, signée le 5 juin 1984, par l'ingénieur en chef, directeur départemental de l'Agriculture pour la partie française, et le 8 juin 1984, par le conducteur-inspecteur principal premier en rang du Génie Rural à Grévenmacher, pour la partie luxembourgeoise, a la teneur suivante :

« La présente convention a pour objet de définir la consistance et les modalités d'exécution des travaux de redressement de la Gander à Mondorf-les-Bains, travaux qui seront en grande partie réalisés sur le territoire français.

Il convient, pour l'application de cette convention, de se reporter au projet établi par l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture du Grand Duché de Luxembourg, à Grévenmacher, le 5 juillet 1982.

OBJECTIFS DU PROJET

La rivière Gander, formant frontière entre la France et le Grand Duché de Luxembourg, est à l'origine d'inondations dans sa traversée des agglomérations de Mondorff (France) et Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

Ces inondations ont concerné, côté luxembourgeois des lieux habités, côté français une zone de jardins et prairies. (Il convient de noter que les terrains correspondants appartiennent à des citoyens luxembourgeois.)

La commune de Mondorf-les-Bains a demandé que des travaux d'aménagement de la Gander soient entrepris afin de réduire les risques d'inondation. Le niveau de protection retenu par les Services de Génie Rural de Grévenmacher (Services Techniques de l'Agriculture luxembourgeois) est de l'ordre du débit de crue centenaire.

¹ Entré en vigueur le 23 juillet 1986, soit 30 jours après la date de la réponse du Gouvernement luxembourgeois, conformément aux dispositions desdites notes.

Dans le même but, un barrage à vannes mobiles (ancienne écluse) sera supprimé et remplacé par une simple passerelle.

Afin de conserver la possibilité d'accès aux propriétés luxembourgeoises situées côté français, une passerelle privée sera reconstruite. Objectifs et calculs sont repris dans le projet (chemise n° I).

CONSISTANCE DES TRAVAUX

1) *Etablissement d'un nouveau lit sur 277 mètres*

Afin de supprimer certains étranglements du lit de la rivière et de permettre un écoulement des eaux satisfaisant sur tout ce tronçon, le projet prévoit l'établissement d'un nouveau lit de la rivière au gabarit suivant :

- Largeur en gueule : 8,10 m à 10,20 m,
- Largeur au plafond : 6,00 m,
- Profondeur : 2,10 m à 2,60 m.

Ce gabarit est calculé pour permettre l'écoulement du débit de crue centenaire.

Les profils en travers types sont représentés dans la chemise V du projet.

Le lit et les berges seront consolidés et protégés contre l'érosion à l'aide de gabions sur 151 mètres et par la construction d'un perré en moëllons sur 126 mètres de longueur.

Le tracé actuel de la rivière est très sinueux; le projet prévoit donc le redressement de trois méandres successifs. La rivière gardera son caractère de sinuosité, mais les méandres auront un rayon de courbure suffisamment grand, compatible avec le maintien de conditions d'écoulement des eaux satisfaisantes.

Pour deux de ces méandres, la réalisation de ces travaux consistera à établir le nouveau lit de la rivière, en partie sur le territoire français.

Ce nouveau tracé de la rivière est reporté sur plan dans la chemise n° II du projet.

2) *Curage et entretien de l'ancien lit sur 232 mètres*

A l'amont du tronçon précédent, le lit de la rivière est encombré de divers dépôts et attérissements, mais a conservé un gabarit suffisant. Le projet prévoit donc simplement l'enlèvement de ces dépôts, ainsi que la reprise en sous-œuvre des fondations de murs de rive existants, lesquelles sont fortement érodées par les eaux.

3) *Enlèvement des vannes de l'ancienne écluse*

Sur ce tronçon subsiste un barrage à vannes mobiles, lesquelles ne sont plus à l'heure actuelle manœuvrables et gênent l'écoulement des eaux en période de crue. Le projet prévoit le démontage de ces vannes et le maintien de la passerelle existante.

4) *Reconstruction d'une passerelle*

Le redressement du méandre le plus en amont nécessitera la destruction d'une passerelle. Celle-ci étant destinée à l'accès à une propriété privée luxembourgeoise située sur le territoire français, le projet prévoit sa reconstruction (cf. chemise VI du projet).

MODALITÉS DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Les travaux de redressement de la Gander sur le tronçon aval nécessitent une occupation temporaire des terrains riverains par les ouvriers et les engins mécaniques de curage. La rivière étant bordée côté luxembourgeois d'une route étroite et de maisons d'habitation, la rive occupée sera la rive française.

Le projet (cf. chemise n° VIII) prévoit qu'une bande de terrain de 20 m de large pourra être occupée. L'état parcellaire joint indique que, mis à part la commune de Mondorff (France), tous les terrains concernés sont la propriété de Luxembourgeois.

La commune de Mondorf-les-Bains se charge de recueillir l'autorisation de passage et de réalisation des travaux de chacun des propriétaires riverains concernés.

Les déblais qui seront extraits de la rivière seront pour partie utilisés pour le remblaiement de l'ancien lit de la rivière et pour partie évacués à une décharge publique, sur territoire soit français, soit Luxembourgeois, au choix de l'entrepreneur.

Pour ce qui concerne les travaux de simple curage du tronçon amont, ceux-ci pourront être réalisés dans le lit même de la rivière. Les déblais seront évacués dans les mêmes conditions que précédemment.

Les engins mécaniques seront acheminés vers le chantier par le terrain sur lequel était construite l'ancienne voie ferrée, terrain qui est propriété de la commune de Mondorff (France).

La passerelle sera construite à l'identique et au même endroit afin de conserver l'accès à la même propriété luxembourgeoise située sur le territoire français.

La consultation des entreprises sera lancée dès obtention des autorisations administratives de réalisation des travaux. L'entreprise qui réalisera les travaux sera soit luxembourgeoise, soit française, suivant les résultats de la consultation.

ASPECTS FINANCIERS

Le coût des travaux envisagés est estimé à 10 230 000 Francs luxembourgeois.

Ces travaux bénéficiant en totalité à des Luxembourgeois, le coût des travaux sera intégralement pris en charge par les autorités luxembourgeoises.

— 50% subventionnés par le Ministère de l'Agriculture luxembourgeois, sous réserve d'approbation du projet,

— La part restante incombera à la commune de Mondorf-les-Bains.

Il n'est pas envisagé d'indemniser les propriétaires riverains pour les éventuelles pertes de récolte induites par la réalisation des travaux. Par contre, le redressement des méandres imposant un déplacement du lit de la rivière, les terrains sur lesquels sera établi le nouveau lit seront préalablement acquis par la commune de Mondorf-les-Bains. »

A cette occasion, il est précisé que les travaux mentionnés ci-dessus seront sans effet aucun sur le tracé actuel de la frontière existant entre les deux pays.

Si les dispositions qui précèdent reçoivent l'agrément du Gouvernement luxembourgeois, la présente note et celle que l'Ambassade voudra bien adresser

en réponse au Ministère des Affaires Etrangères constitueront l'accord entre les deux Gouvernements sur la mise en œuvre des travaux de régularisation de la Gander à Mondorff (France) et à Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

Le Ministère propose que le présent accord entre en vigueur dans un délai de trente jours consécutif à la date de la réponse de l'Ambassade.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade du Luxembourg les assurances de sa haute considération.

B. GARCIA

Ambassade du Luxembourg à Paris

II

AMBASSADE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG EN FRANCE PARIS

N° 578

L'Ambassade du Luxembourg présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères, et [a l'honneur de se référer] à sa note du 3 juin 1986.

[Voir note I]

La présente note, ainsi que celle du Ministère des Affaires Etrangères, constituent l'accord entre les deux Gouvernements sur la mise en œuvre de travaux de régularisation de la Gander à Mondorff (France) et à Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

Le présent accord entre en vigueur dans un délai de trente jours consécutif à la date de la réponse de l'Ambassade.

L'Ambassade du Luxembourg saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Paris, le 23 juin 1986

[Signé]

PIERRE WURTH
Ambassadeur de Luxembourg
en France

Ministère des Affaires Etrangères
Service des Accords de Réciprocités
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND LUXEMBOURG CONCERNING THE EXECUTION OF IMPROVEMENT WORKS ON THE RIVER GANDER AT MONDORFF (FRANCE) AND AT MONDORF-LES-BAINS (LUXEMBOURG)

I**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
FRENCH REPUBLIC**

Paris, 3 June 1986

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Luxembourg and has the honour to state that the French Government has taken note of the Convention concluded between the Department of Agriculture of the Moselle and the Agricultural Technical Services Administration (Rural Division) of Grévenmacher in Luxembourg concerning the project to straighten and improve the River Gander at Mondorff (France) and at Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

This Convention, signed on 5 June 1984, by the Chief Engineer and Director of the Department of Agriculture, on the French side, and on 8 June 1984 by the Principal Inspector and Chief of the Rural Division at Grévenmacher, on the Luxembourg side, reads as follows:

“This Convention lays down the substantive and procedural provisions necessary for carrying out — mostly on French territory — the work of straightening the River Gander at Mondorf-les-Bains.

For the application of this Convention, reference should be made to the project initiated by the Agricultural Technical Services Administration of the Grand Duchy of Luxembourg, at Grévenmacher, on 5 July 1982.

OBJECTIVES OF THE PROJECT

The river Gander, which forms the frontier between France and the Grand Duchy of Luxembourg, is subject to floods as it flows through the communes of Mondorff (France) and Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

On the Luxembourg side, these floods have affected inhabited areas and, on the French side, an area of gardens and meadows. (It should be noted that the lands in question belong to Luxembourg citizens.)

The commune of Mondorf-les-Bains has requested that improvement works should be carried out on the Gander in order to reduce the risks of flooding. The level of protection chosen by the Rural Services Division of Grévenmacher (Agricultural Technical Services of Luxembourg) is of the magnitude of the 100-year flood.

¹ Came into force on 23 July 1986, i.e., 30 days after the date of reply of the Government of Luxembourg, in accordance with the provisions of the said notes.

For the same purpose, a dam with mobile floodgates (old lock) will be dismantled and replaced by a simple footbridge.

In order to provide access to the Luxembourg properties situated on the French side, a private footbridge will be rebuilt. Objectives and calculations are set forth in the project plan (folder I).

SUBSTANCE OF THE WORK

(1) *Digging of a new bed over distance of 277 metres*

In order to remove certain obstructions on the river bed and to allow a satisfactory flow of water over this whole reach, the project makes provision for the digging of a new river bed on the following model:

- Top width: 8.10 m to 10.20 m,
- Bottom width: 6.00 m,
- Depth: 2.10 m to 2.60 m.

This model is calculated to allow the discharge of the 100-year flood.

The model diagrams are to be found in folder V of the project.

The bed of the river and the banks will be reinforced and protected against erosion with the help of gabions over a distance of 151 metres and by the construction of a wall of concrete blocks over 126 metres.

The present course of the river is very winding; the project is designed to straighten three successive meanders. The river will retain its winding character but the meanders will have a radius of curvature sufficiently great as to be compatible with the maintenance of satisfactory water discharge.

For two of these meanders, the work will consist of digging a new bed, partly on French territory.

A diagram of this new course is to be found in folder II of the project.

(2) *Clearance and maintenance of the former river-bed over 232 metres*

Above the preceding stretch, the bed of the river is obstructed by alluvial deposits but the dimensions are adequate. The project is therefore designed merely to remove these deposits and to strengthen the foundations of the existing river walls, which have been severely eroded.

(3) *Removal of the sluices from the old lock*

Over this stretch of the river there is a dam with mobile sluice-gates which are no longer workable and interfere with the discharge of the flood water. The project is designed to dismantle these sluice-gates and to maintain the existing footbridge.

(4) *Reconstruction of a footbridge*

The straightening of the meander furthest upstream will require the dismantling of a footbridge. Since this footbridge provides access to a private Luxembourg property situated on French territory, the project makes provision for its reconstruction (see folder VI of the project).

PROCEDURES FOR CARRYING OUT THE WORK

The work of straightening the Gander on the lower reach will require the temporary occupation of the bank side by workers and mechanical equipment.

Since the Luxembourg side of the river is lined with a narrow road and houses, the occupied bank will be on the French side.

The project (see folder VIII) provides that a strip of land 20 metres wide may be occupied by the workers. The attached plan shows that, apart from the commune of Mondorff (France), all the land concerned is the property of Luxembourgers.

The commune of Mondorf-les-Bains will be responsible for obtaining authorization for transit and for the execution of the work on each of the riverside properties concerned.

The debris extracted from the river will be partly used to strengthen the former bed and partly evacuated to a public dump, either on French or Luxembourg territory, at the choice of the contractor.

The clearance work on the upper reach may be carried out in the bed of the river itself. The debris will be evacuated under the same conditions as above.

The mechanical equipment will be transported to the work site over land on which the old railway was built and which belongs to the commune of Mondorff (France).

The footbridge will be built in the same way and in the same place in order to preserve access to the same Luxembourg property situated on French territory.

Consultations with construction companies will be initiated as soon as the necessary administrative authorizations are obtained for the execution of the work. The company which will carry out the work will be either from Luxembourg, or France, depending on the results of the consultations.

FINANCIAL ASPECTS

The cost of the work envisaged is estimated at 10,230,000 Luxembourg francs.

Since this work will benefit exclusively Luxembourg citizens, its cost will be wholly defrayed by the Luxembourg authorities.

— 50 per cent will be subsidized by the Luxembourg Ministry of Agriculture, subject to approval of the project,

— The remainder will be charged to the commune of Mondorf-les-Bains.

It is not planned to compensate the riverside owners for any loss of crops caused by the execution of the work. On the other hand, since the straightening of the meanders will involve diverting the course of the river, the land on which the new bed will be dug will be acquired in advance by the commune of Mondorf-les-Bains.”

On this occasion, it should be made clear that the work mentioned above will have no effect on the present line of the frontier between the two countries.

If the above provisions are approved by the Luxembourg Government, this note and the note which the Embassy addresses to the Ministry of Foreign Affairs in reply shall constitute an agreement between the two Governments on the execution of the improvement works on the Gander at Mondorff (France) and at Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

The Ministry proposes that this agreement shall enter into force 30 consecutive days after the date of your reply.

The Ministry of Foreign Affairs takes this opportunity, etc.

B. GARCIA

Embassy of Luxembourg in Paris

II

EMBASSY OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG IN FRANCE

Paris, 23 June 1986

No. 578

The Embassy of Luxembourg presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and [has the honour to refer] to its note of 3 June 1986.

[See note I]

This note, together with that from the Ministry of Foreign Affairs, shall constitute an agreement between the two Governments on the execution of the improvement works on the Gander at Mondorff (France) and at Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

This agreement shall enter into force 30 consecutive days after the date of the reply from the Embassy.

The Embassy of Luxembourg takes this opportunity, etc.

Paris, 23 June 1986

[Signed]

PIERRE WURTH
Ambassador of Luxembourg
in France

Ministry of Foreign Affairs
Reciprocal Agreement Service
Paris